

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN

0241

0494

LE 28 MAI 1992

N° 207

PRIX

4

F



C  
O  
T  
E

D'IVOIRE

**LES TRAVAILLEURS**

**ONT**

**BESOIN DES LIBERTES**

**DEMOCRATIQUES**

SOMMAIRE

AU

VERS

## SOMMAIRE

page 2 : éditorial  
COTE D'IVOIRE

page 4 : TCHAD  
Nord-Sud, et alors?

page 8 : SENEGAL  
Un fait divers qui  
en dit long ...

page 10 : MULTIPARTISME  
La dictature à la  
nouvelle sauce.

page 13 : COTE D'IVOIRE  
Volés par les grotos,  
exploités par l'Etat.

### ABONNEMENT

FRANCE: 1 an  
- Pli ouvert : 70 FF  
- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais  
uniquement en coupons-  
réponses internationaux.

### ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

## Côte d'Ivoire

### Les travailleurs ont besoin des libertés démocratiques.

*L'arrestation des principaux dirigeants politiques et syndicaux de l'opposition, en particulier celle de Laurent Gbagbo, le leader du Front Populaire Ivoirien, est une provocation à l'égard de la population.*

*Houphouët Boigny, en décidant ces arrestations arbitraires, veut montrer aux militants et aux milliers de sympathisants FPI de toute la Côte d'Ivoire, que, malgré la contestation contre son régime, il reste bel et bien le seul maître à bord. Il veut aussi prouver par là que c'est lui qui a autorisé la création des partis de l'opposition, des syndicats et qu'il peut à tout moment y mettre un terme. N'en déplaise à ceux qui ne l'auraient pas compris.*

*Alors, face à cette arrogance affichée du pouvoir, face à ce défi lancé aux dirigeants des partis de l'opposition, quelle est la réaction du FPI? Les dirigeants du FPI sont restés sur la défensive. Ils se sont employés à montrer leur bonne foi au gouvernement qui les accusait d'avoir fait descendre des gens dans la rue. Ils ont protesté de leurs sentiments démocratiques...et fait appel à ceux du gouvernement qui montre pourtant à leur détriment ce que sont ces dits sentiments démocratiques. Jamais, au grand jamais, ils n'ont cherché à expliquer à cette fraction des masses qui leur fait confiance, qu'elle ne doit pas confier ses aspirations démocratiques au bon vouloir d'un appareil d'Etat, d'une armée et d'une équipe au pouvoir qui, pendant trente ans, ont imposé au pays la dictature et le régime du parti unique.*

*Rien ne permet certes de dire qu'avec une politique résolue, et malgré l'influence dont*

il jouit, le FPI aurait pu entraîner cette fraction croissante de la population qui en a assez du régime, dans des actions de protestation contre les arrestations, l'état de siège de fait et faire reculer le gouvernement sur ce terrain. Mais le fait est que le FPI s'est refusé d'engager même un commencement d'agitation politique dans ce sens. Les leaders étudiants se sont montrés sur ce plan, dans les mois qui ont précédé février, bien moins timorés.

La lâcheté politique du FPI ne tient pas seulement du caractère des hommes qui le dirigent. C'est une lâcheté sociale. Le FPI ne veut s'appuyer que sur des masses qui se contentent de voter, une fois de temps en temps. Il craint les masses qui agissent.

Son ambition consiste à arriver au pouvoir, du moins à le partager avec les dirigeants du PDCI, non seulement en agissant dans la légalité, mais en acceptant les limites fixées par Houphouët Boigny. Le FPI ne veut pas tenir le pouvoir des masses en activité. Tout au plus veut-il le tenir des élections, mais même de cela, il n'en a surtout besoin pour pouvoir monnayer son influence électorale dans un compromis patronné par Houphouët.

Le FPI ne représente pas les intérêts des pauvres et des travailleurs. C'est évident sur le plan social. Sur ce plan, le FPI n'a rien promis aux travailleurs et plus généralement, aux classes pauvres. Pas même une augmentation des salaires minimum ou une législation sociale qui protège un peu les travailleurs contre le chômage ou la maladie. Rien pour améliorer la vie des masses pauvres des campagnes.

Mais même sur le terrain des libertés démocratiques, dont pourtant le FPI se veut le champion face au PDCI, il n'a rien à proposer aux masses. "Faites-nous confiance,

aider-nous par vos votes -mais vos votes seulement! - à parvenir au gouvernement, et ce sera la démocratie" - voilà à quoi se réduit leur politique. Mais comment imposer le respect des libertés démocratiques à une armée, à une police qui, pendant trente ans, ont protégé la dictature? Comment faire reculer le gouvernement, même seulement sur cette provocation qu'est l'emprisonnement des dirigeants de l'opposition? Là dessus, le FPI se tait ou pleurniche.

Le FPI n'a même pas voulu vraiment assumer la lutte des étudiants sur ce terrain. Il a regardé même le mouvement des étudiants, moitié avec approbation, moitié avec appréhension. Que les étudiants donnent quelques fils à retordre aux caciques du régime l'arrangeait. Mais il appréhendait que les étudiants aillent "trop loin" et, à force de s'agiter, finissent par entraîner les quartiers pauvres.

Si les masses exploitées, lassées d'attendre que la dictature déguisée en "multipartisme" se transforme en démocratie, se mettaient à lutter pour des revendications démocratiques, et à lutter vraiment, avec leurs moyens, les grèves, les manifestations de rue, les affrontements avec l'appareil de la dictature, elles pourraient être amenées à poser leurs revendications sociales. Voilà ce que craint le FPI qui ne veut pas prendre même l'ombre du commencement d'un pareil risque.

Alors, les travailleurs ne doivent faire aucune confiance au FPI, pas même sur le terrain du combat pour les revendications démocratiques. Parce qu'il trahira même ce combat-là, inévitablement.

Nul n'a la capacité de prévoir si les masses populaires se lanceront dans la lutte en raison de

la dégradation incessante de leurs conditions matérielles ou bien si elles y seront poussées par une des nombreuses provocations, une des nombreuses atteintes du régime contre les aspirations démocratiques.

Bien sûr que les travailleurs doivent être partie prenante dans le combat contre la dictature, ouverte ou déguisée et pour les droits démocratiques. La dictature elle-même pèse infiniment plus sur les travailleurs, sur les paysans pauvres que sur les riches. Ceux qui ont de l'argent peuvent s'acheter des droits, et des libertés, malgré la dictature. Pas les pauvres ! Les classes exploitées subissent en revanche tout le poids de la dictature. Pas seulement celle d'en haut, celle qui se manifeste par des

élections truquées, par des arrestations de leaders ; mais plus encore, celle d'en bas, celle des policiers et fonctionnaires qui rançonnent.

Mais en même temps, les travailleurs ont intérêt à se battre pour les droits démocratiques sous leur propre drapeau, sous la direction d'une organisation qui soit la leur et qui reste encore à constituer. Et en vérité, seule une classe ouvrière forte d'une conscience aiguë de ses intérêts de classe, forte d'une organisation politique indépendante, alliée aux masses paysannes déshéritées de la brousse pourra imposer en Côte d'Ivoire les revendications démocratiques et les garantir.

## TCHAD

### NORD-SUD? ET ALORS?

La forte répression qui, au mois de février dernier, a frappé exclusivement le milieu sudiste de N'Djaména, la capitale du Tchad, a suscité en réaction, on s'en souvient, une manifestation populaire d'à peu près 100 000 personnes venues de toutes les ethnies, les religions et les régions pour protester contre le pouvoir. Beaucoup de voix se sont élevées contre la répression, les assassinats, les arrestations, bref contre la dictature de Déby en général, mais aussi contre la menace des affrontements sur des bases ethniques et religieuses que les autorités faisaient planer sur le pays.

Cependant, parmi ceux qui ont voulu donner une expression politique à leur indignation, il y en avait qui, tout en s'élevant contre la dictature l'ont présentée comme si elle n'était que la dictature des Nordistes sur les Sudistes.

Dans l'émigration en particulier, cela s'est traduit par la proposition que les Sudistes fassent front en tant que tels et créent des groupes armés de guérilla dans chaque région du sud.

Ceux qui véhiculent ce genre de pseudo-radicalisme ethniques sont souvent des bavards qui n'ont nullement l'intention de quitter l'émigration pour aller sur le terrain. Mais qu'ils se contentent de seulement prôner cette politique, ou que quelques uns d'entre eux soient assez décidés pour lui donner un début de réalisation, de toute façon, c'est une politique fausse. Elle l'est, non pas en raison des méthodes violentes qu'ils prônent - pour renverser la dictature, il faudra la violence des masses armées - mais en raison de la perspective ethnique dans laquelle elle s'inscrit.

Ou, effectivement, comme le souhaitent ces gens-là, des groupes armés se créent au sud, deviennent des "forces armées du sud", comme il y a eu naguère les tristement célèbres "forces armées du nord" d'Hissein Habré, et prennent le pouvoir. Alors on reviendra à une situation semblable à celle que nous avons connue sous la dictature de Tombalbaye. Une dictature dominée par des Sudistes remplacera une dictature de Nordistes. A son tour, elle sera contestée par d'autres groupes armés, mais surtout rien ne changera pour l'ensemble de la population: ça sera la même dictature et la même misère imposée à tous les pauvres, y compris à ceux du sud, comme au temps de Tombalbaye ou comme l'ont fait et le font les Habré et autres Déby à l'égard des populations du nord dont ils prétendent défendre les intérêts.

Ou aucun camp ne l'emportera sur l'autre et ce sera la partition du pays - de droit ou de fait - avec pour principaux perdants et vaincus les populations en général. Mais pour celles du sud, comme d'ailleurs, ça ne sera guère mieux. Si des affrontements ethniques conduisent à une partition du pays, celle-ci verra s'installer, de part et d'autres des nouvelles frontières, de nouvelles dictatures. Certes, au sud, à la tête du pouvoir, il y aura, bien sûr, des Djimadoum, des Djimtola, des Masrangar et non des Mahamat, des Habré et autres Koti, mais ce sera une dictature quand même. N'est-ce pas que Tombalbaye et Malloun étaient du sud du Tchad? Mais, qu'est-ce que les masses populaires de cette région, voire celle de leur propre ethnie, ont gagné de leur pouvoir? Ces dictateurs et leurs sous-fifres, les ministres, les préfets, les colonels et autres militaires, bien du sud, natifs de cette région, ont-ils été plus cléments, plus respectueux des populations saras, mbyes et autres? Absolument pas! Ils leur ont imposé une dictature féroce, la même à laquelle ils ont soumis l'ensemble des populations du pays, indépendamment de leur ethnie, leur région ou leur religion.

Par ailleurs, le sud, c'est aussi une région où il y a aussi plusieurs ethnies. Une partition conduira inévitablement certains de ceux qui prétendent défendre les intérêts de cette région à s'appuyer sur leur ethnie pour imposer la dictature



Ancienne armée à majorité sudiste

qui apparaîtra encore comme l'oppression d'une ethnie sur d'autres, comme l'ont fait hier les Tombalbaye et Habré ou le fait Déby aujourd'hui, mais à l'échelle du pays. Elle n'est pas bien loin la période où, après le coup d'Etat de 1975, coup d'Etat perpétré par des officiers à majorité sudistes, dont notamment Kamougué, il y a eu des gens qui ont cherché à opposer les populations de cette région, surtout les Sara madjingaye, ethnie du dictateur déchu, et les Mbayes, celle des principaux leaders des galonnés qui ont pris le pouvoir pour continuer la même politique. Pendant longtemps, les responsables politiques et les intellectuels sara madjingaye et ceux de l'ethnie mbye ont alimenté de façon artificielle un conflit latent entre les deux ethnies qui survivra même aux événements de 1979, à la guerre civile et au règne sinistre du dictateur Habré. Jusqu'aujourd'hui, pour certains des premiers, Kamougué, le tombeur de Tombalbaye, fait figure de traître.

Or, de telles situations se trouvent dans tout le sud. Il y a une lutte farouche entre les différents responsables se réclamant de cette région. La plupart d'entre eux se présentent, en fait, comme étant les responsables de leur département ou de leur ethnie. Certains prétendent être les responsables du Mayo Kébi, d'autres, du Logone Occidental, d'autres encore, de la Tandjilé etc... Le Moyen Chari aussi a les siens ou des gens qui se présentent comme tels. Mais on sait aussi qu'au sein même des départements il y a une concurrence serrée entre les différents prétendants qui

se rabattent alors sur leur ethnie dont ils se servent comme un tremplin pour leur ambition personnelle. N'y a-t-il pas des gens qui prétendent être les dirigeants des Saras, d'autres des Mbayes, des Ngambayes, des Gors, Des Kabalayas, des Moundangs, des Toupouris ou tout simplement de tel ou tel village?

Dans ces conditions, il ne suffit pas d'obtenir la partition du pays pour que la région du sud soit à l'abri des problèmes actuels qui déchirent le Tchad. La lutte pour le pouvoir qui se déroule aujourd'hui entre bandes armées à l'échelle du pays ne fera que changer d'échelle. Elle se fera sur une région plus petite. Mais elle n'en sera pas moins farouche et moins violente. Hier, pour le pouvoir, les Habré, Goukouni, Acheikh ou autres Déby et Maldoum, politiciens du Nord, ont successivement opposé les Goranes, les Arabes, les Zakhawas et les Hadjaraïs entre eux. Demain, pour se hisser au pouvoir ou le contrôler, les différents politiciens du Sud en feront de même, si jamais il y a partition. Rien ne les empêchera eux aussi d'entraîner la région dans des guerres ethniques opposant les uns contre les autres, les Saras contre les Ngambayes ou ceux-ci contre les Mbayes ou les Moundangs etc..., avec, en plus, la dictature, toujours, la misère, mais aussi des bandes armées qui, quoique constituées par des originaires du Sud, ne seront pas plus respectueuses des préoccupations des populations pauvres auxquelles elles imposeront la soumission.

Ou, enfin, l'un des résultats auxquels peut conduire la perspective de l'affrontement nord/sud que proposent ces gens-là, c'est que, finalement, les éventuels dirigeants d'une guérilla au Sud s'entendent avec Déby et se réconcilient avec lui. Mais cela, ne l'avons-nous pas déjà connu au temps de Habré avec le ralliement des Kamougué, Djogo, Kotiga, et certains chefs des Codos, tels que les Pierre Tokinon? Bien sûr, pour ceux qui parviendront à un tel résultat, il en sortira quelque chose. Leurs marchandages avec le dictateur actuel leur permettront d'être des ministres, des généraux, des directeurs, comme il en a été le cas avec les Kamougué, les Tokinon et autres avec Habré. Mais, pour les populations du sud, il n'y aura pas d'issue. Elles auront

combattu, vu leurs enfants, leurs époux, leurs femmes, leurs parents, leurs amis, leurs frères mourir, elles auront connu le deuil, la désolation, consenti des sacrifices énormes, mais tout cela sera à perte. Elles ne gagneront que la trahison de leurs chefs, comme elles en ont déjà fait l'expérience derrière les Kamougué, les Kotiga et les chefs des Codos qui, finalement, se sont servi de leurs cadavres comme marchepieds pour se hisser au pouvoir auprès du dictateur Habré, le responsable de la chasse aux Sudistes de 1979 et de la forte répression de 84-85 qui a fait des milliers de morts dans la zone méridionale. En plus de la trahison, de la déception et du découragement, les populations pauvres n'auront droit qu'à ce qu'elles n'ont pas cessé de connaître depuis des décennies, la dictature et la misère.

Voilà donc, ce à quoi nous conduira la perspective de ceux qui brandissent l'affrontement nord/sud comme une solution à la crise dans laquelle s'enfonce le Tchad depuis des années. En guise d'avenir, ils proposent le passé, c'est à dire ce que connaît le pays depuis Tombalbaye jusqu'aujourd'hui.

S'il est vrai que la dictature de N'Djaména est dominée par des Nordistes, c'est surtout une dictature qui s'impose à l'ensemble de la population du pays, y compris celle du Nord, indépendamment de leur origine ethnique, religieuse ou régionale. S'il est vrai que la dictature de N'Djaména est dominée par des Nordistes, s'il est vrai que les bandes armées de Déby sèment la terreur à Moursal, quartier de N'Djaména habité majoritairement par des sudistes, elles le font tout autant, sinon plus, dans les autres quartiers dont les population sont musulmanes et originaires du Nord. Les militaires qui, à N'Djaména ou ailleurs, arrachent les mobylettes et autres engins, volent, pillent ou violent ne sont pas regardants quant à l'ethnie, la religion, la région de leurs victimes. C'est d'ailleurs contre cet état de choses, contre cette dictature commune à laquelle elles sont toutes soumises que, de façon massive et spontanée, les populations de N'Djaména ont manifesté côte à côte, toutes ethnies, religions, régions confondues, avec une conscience bien en avance sur les prétendus intellectuels de tout bord qui ne cessent d'échafauder des plans pour les

diviser.

L'ethnisme, le régionalisme, le confessionnalisme et le nationalisme ne servent que les intérêts de ceux qui sont contre les masses pauvres. Ce sont des pièges dont on se sert pour les maintenir dans la misère et la dictature au profit des riches. Les populations pauvres n'ont rien à y gagner. Celles-ci ont intérêt à remplacer la guerre ethnique par la guerre sociale pour leur propre compte, sinon, il n'y aura pas d'issue pour elles.

Evidemment, aujourd'hui, cette perspective n'est pas dans l'air du temps. Ce qui l'est, ce sont les affrontements ethniques, confessionnels, nationaliste. Mais justement, regardons ce qui se passe en Yougoslavie, au Libéria, au Liban

récemment, en Irlande ou Afghanistan. Qu'y gagne la population, déchirée entre des bandes armées dont elle n'est que l'otage? Et puis a-t-on même besoin d'aller très loin pour comprendre que ce n'est pas dans les luttes ethniques que réside l'avenir pour les opprimés? Il suffit tout simplement d'observer l'histoire récente du Tchad pour avoir la démonstration du fait que si elles veulent sortir de la misère et de la dictature, les populations n'ont aucun intérêt à se battre derrière d'autres Goukouni, Habré, Kamougué, Déby. Plus que jamais, l'avenir, c'est l'union des pauvres contre tous ceux qui les oppriment et les exploitent, quelles que soient leur ethnie et leur religion. Plus que jamais, l'avenir, c'est la lutte de classe.

## SENEGAL

### UN FAIT DIVERS QUI EN DIT LONG SUR LES INEGALITES SOCIALES REVOLTANTES.

Au début de mai, une personne s'est trouvée évanouie à la gare de chemin de fer de Dakar. Les voyageurs ont alerté les responsables de la gare qui ont fait venir les pompiers. Ceux-ci ont amené le malade pour le faire soigner d'urgence dans un hôpital. Jusque là, cette personne a eu de la chance car elle, au moins, a trouvé des pompiers pour s'occuper d'elle. Combien de personnes crèvent dans les quartiers des pauvres sans que ni les pompiers ni les médecins ne s'en occupent? Mais le malade était un pauvre, et cela a suffi pour que sa chance s'arrête.

Comme il n'avait pas d'argent, aucun hôpital de Dakar n'a voulu le recevoir, prétendant qu'il n'y aurait plus de place disponible. Les pompiers ont fait le tour de tous les hôpitaux et se sont heurtés au même refus. Finalement, ne sachant plus que faire de ce malade encombrant, ils l'ont ramené et déposé là où ils l'avaient trouvé: à la gare. Il devait y mourir quelques heures après..

Cela a révolté, à juste titre, les témoins de cette histoire. Même la presse

et les médias nationaux ont cru bon s'émouvoir hypocritement sur ce fait divers qui n'est pourtant qu'un cas parmi tant d'autres que les pauvres vivent quotidiennement lorsqu'ils sont malades.

Etre malade quand on est pauvre au Sénégal, c'est presque une condamnation à mort. C'est la ruine de la victime mais aussi de sa famille qui est obligée de supporter tous les frais. Elle est obligée de payer les médicaments, la seringue, les pansements y compris la nourriture pour ceux qui sont hospitalisés.

La situation dans les hôpitaux publics s'est tellement dégradée que certains malades sont obligés de dormir à même le sol, dans les couloirs. Les familles des malades sont obligées de vivre avec les malades pour les aider, pour les nourrir.

Les malades qui ne peuvent pas payer la caution de 5 000 francs exigée par les hôpitaux publics ne sont même pas reçus. Ils sont condamnés à mourir ou à se contenter des gris-gris des marabouts ou

des racines des guérisseurs traditionnels qui font recette; ils étalent leurs médicaments jusque devant l'hôpital principal de Dakar. Les riches, eux, ont leurs médecins de famille qui viennent les soigner à domicile. Ils ont leurs hôpitaux privés où il y a toujours de la place, du moment qu'on paye. Et lorsqu'ils ne

peuvent pas se faire soigner au Sénégal même, ils peuvent prendre l'avion pour venir dans les hôpitaux les plus chics de Paris.

Leur société est vraiment pourrie par tous les bouts !

## COTE D'IVOIRE

### MALGRE SES JAMBES FRACTUREES IL N'EST PAS RECU EN URGENCE

Suite à un accident de la circulation, un piéton s'est trouvé avec les deux jambes fracturées. Il a été déposé au CHU de Treichville. Comme le malade n'avait pas d'argent pour payer les soins, il est resté plusieurs jours dans les couloirs de l'hôpital sans que l'on ne s'occupe de lui. Les jambes ont litté-

ralement commencé à pourrir. Les médecins, incommodés par l'odeur nauséabonde dégagée par les plaies, ont-ils finalement accepté de le soigner ou l'ont-ils laissé crever comme bien d'autres de ses soeurs et frères pauvres qui meurent à la porte des hôpitaux parce que considérés comme des parias?

### UNE JAMBE AMPUTEE FAUTE DE SERUM ANTI-VENIN

Un paysan s'est fait mordre par un serpent mais il n'avait pas d'argent pour se payer un sérum. Alors en attendant de réunir cette somme pour s'acheter ce sérum, on lui a mis un garrot pour empêcher le venin de monter vers le coeur.

Mais voilà, au bout de trois jours, il n'a pas pu réunir la somme nécessaire.

La jambe s'est gangrenée et l'on a été obligé de l'amputer. Aujourd'hui ce paysan est handicapé à vie parce que, étant pauvre, il n'avait pas les moyens de s'acheter un simple sérum qui ne coûte guère plus cher qu'une coupe de champagne que les gens riches du Plateau avalent à la moindre soif.

### OBLIGEE DE MENDIER AUPRES DES MALADES POUR AVOIR DROIT AUX SOINS

On lui a prescrit une ordonnance mais elle n'a pas d'argent pour payer les médicaments. Alors, durant plusieurs jours, elle est obligée de mendier.

Officiellement la santé est un droit, comme l'éducation scolaire mais en réalité, c'est un droit qui n'est réservé qu'à une minorité de privilégiés.



## MULTIPARTISME

### C'EST LA DICTATURE A LA NOUVELLE SAUCE

Comme un peu partout en Afrique francophone, la Côte d'Ivoire est à la mode du multipartisme depuis 1989. Houphouët a autorisé ou a décrété le multipartisme. Mais aujourd'hui, trois ans après, qu'en est-il de ce multipartisme? Quel visage il a ?

Avec le multipartisme, on a vu le foisonnement d'une quarantaine de "partis politiques", une trentaine de journaux, la création de plusieurs syndicats, que ce soit dans le milieu des étudiants, des enseignants ou même des travailleurs.

Il existe aujourd'hui, à côté de l'UGTCI, deux autres centrales syndicales: "Dignité", et la FESACI qui est une fédération des syndicats autonomes. Il n'y a pas de chiffres officiels pour dénombrer le nombre de syndicats. Mais l'UGTCI, syndicat gouvernemental, revendique à elle seule 150 syndicats qui lui seraient affiliés.

Pour la première fois depuis les indépendances, le pays a vu des élections législatives, municipales et même présidentielles, avec la participation de partis d'opposition.

Jusqu'à il y a un an, le gouvernement de Houphouët a laissé faire. Les bavardages criards et pleurnichards dans les journaux d'opposition jusqu'à cette date ne gênaient pas outre mesure le parti au pouvoir.

Mais les étudiants, un peu trop perturbateurs aux yeux du pouvoir, commençaient à les gêner. La répression des étudiants de la cité universitaire de Yopougon et l'interdiction et la dissolution de leur syndicat, la FESCI n'était encore qu'un petit avertissement.

Cette répression n'a pas découragé les étudiants et les lycéens. Ces derniers avaient emboîtés le pas aux étudiants. Ils avaient dans un premier temps le soutien de

la population. Le mouvement des étudiants prit pendant plusieurs semaines une certaine vigueur.

De temps en temps on voyait des barricades à proximité des lycées, dans les cités universitaires ou dans le campus; quelques voitures du gouvernement brûlées ou cassées, des bus malmenés, des bureaux de proviseurs incendiés, etc... Pendant quelques temps, le gouvernement restait prudent et se contentait d'appeler les étudiants, les lycéens au calme, et les invitait à reprendre les cours. La FESCI bien que dissoute, continuait d'exister, organisait des manifestations. Les jeunes réclamaient une "sanction" contre Robert Gueï, le chef de l'armée qui avait réprimé les étudiants de Yopougon. Le gouvernement semblait impuissant et laissait faire.

Cette période a duré jusqu'au début de cette année quand brusquement le gouvernement est revenu à l'offensive en arrêtant des lycéens, des étudiants et même leur leader: le dirigeant de la FESCI. Depuis, les lycées, le campus, les cités universitaires, sont quadrillés par les forces armées du gouvernement.

Sous l'impulsion des étudiants, sous leur pression, le FPI a organisé une manifestation le 18 Février. Le gros de la troupe étant des jeunes étudiants et lycéens qui, en plus des "sanctions" à l'encontre de Robert Gueï, demandaient la libération de leur leader arrêté quelques jours auparavant. Quelques voitures ont été malmenées, des magasins de luxes, au plateau, dans le quartier des affaires, ont vu leurs vitrines brisées. Mais la répression, elle, a été violente. Le gouvernement en profita pour arrêter Laurent Gbagbo et d'autres dirigeants de partis d'opposition. Une justice expéditive les a rendus responsables des dégâts occasionnés par la manifestation et les condamna à deux ou trois ans de prison.



Depuis cette date, toute manifestation et tout attroupement de plus de 5 personnes sont interdits. Les forces armées répriment pour un oui ou pour un non. Même les "prêcheurs de bonnes paroles", au plateau devant l'hôtel de ville, qui attiraient les badauds entre midi et deux heures, se sont vus réprimés par "les forces de l'ordre".

Dans le même temps c'était la mise au pas des étudiants et des enseignants: ou ils reprennent les cours ou ils risquent de se faire radier.

Les journaux de l'opposition ne sont pas interdits mais ils sont attaqués en diffamation pour un oui ou pour un non.

Mais en même temps, "Fraternité-matin", le journal gouvernemental, comme la télévision d'Etat, font des appels du pied aux partis d'opposition. Des appels du pied que ceux de l'opposition qui en sont alléchés peuvent prendre pour des promesses de "gouvernement de coalition". Les voilà à se bousculer pour clamer qu'ils sont prêts à se faire une douce violence pour peu que le PDCI au pouvoir ait quelques fauteuils ministériels à leur offrir. Bernard Zadi Zaourou de l'USD pour ne citer que celui-là, interviewé par Frat-mat disait: "Concertons-nous". Ou encore: "l'opposition n'est pas née pour faire de la figuration". Il n'y a que le FPI, le parti de Laurent Gbagbo qui semble être mis

à l'écart par le PDCI. Non pas à cause de leur différence. Oh, que non! De ce côté-là il n'y a que les discours de circonstance qui diffèrent. Mais le FPI est le principal parti de l'opposition. Il veut en conséquence un gros morceau. ("Gbagbo en prison pour avoir refusé d'être le 1er Ministre de Bédié": C'est le titre, en première page d'un hebdomadaire de l'opposition paru il y a une dizaine de jour). Cette gourmandise du FPI n'est pas pour l'instant du goût du PDCI ou plus exactement des barons du PDCI qui ont la main sur la manne de l'Etat. Ils ne sont pas enclins à partager tant qu'ils peuvent faire autrement. Ce qui n'empêche pas même le FPI, malgré son principal dirigeant emprisonné, de spéculer sur une alliance future, avec ce qu'il appelle les "démocrates" du PDCI. Comment reconnaître un "démocrate" parmi les barons de l'ex-parti unique? En ceci qu'il n'écarte pas la possibilité de s'entendre avec le FPI. Par un curieux hasard, ces "démocrates" poussent surtout dans les endroits où le FPI a une forte influence électorale et où, en conséquence, le notable PDCI local a quelques intérêts à se faire bien voir par l'électorat FPI.

Dans le même temps, en soufflant le chaud et le froid, le gouvernement vient ou va autoriser la création de 17 autres partis politiques, à côté des 40 partis actuellement existants. Et cela n'empêche évidemment nullement "Fraternité-matin" d'écrire dans ses colonnes qu'il y a trop de syndicats, "trop de tendances", qui "poussent comme des champignons".

Malgré l'usure du pouvoir, le PDCI contrôle pour le moment les événements. La crise politique larvée au sommet vient moins d'un FPI timoré, que des divisions internes entre hauts dignitaires du PDCI dans la sourde lutte pour la succession de Houphouët.

A moins que leurs grandes manoeuvres et petits calculs soient balayés demain par une explosion de colère, tant le durcissement du régime et l'aggravation des conditions d'existence des masses pauvres, nourrissent et renforcent le mécontentement.

## EXPLOITES PAR LES GROTES, VOLES PAR L'ETAT, RAQUETTES PAR LES FLICS.

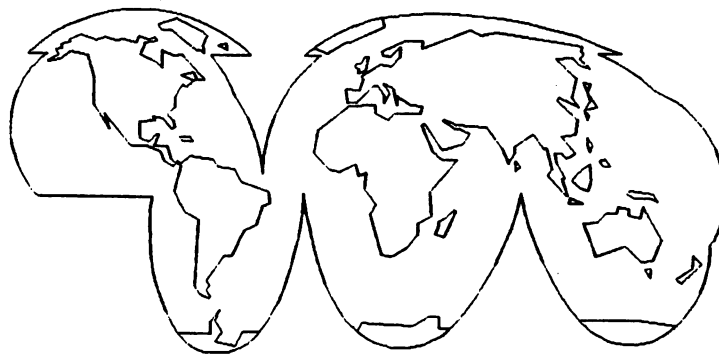
Depuis le début de l'année, l'Etat a instauré une carte de séjour annuelle pour les travailleurs "non ivoiriens". Ce racket supplémentaire de l'Etat est un vrai calvaire pour des gens qui ont déjà du mal à nourrir correctement leur famille. Ce n'est pas seulement l'Etat ivoirien qui profite d'ailleurs de ce vol. Mais il y a aussi l'Etat dont le travailleur est ressortissant. Car pour se procurer cette carte obligatoire il faut avant tout une carte "consulaire" qui coûte environ 2000 FCFA. Mais pour avoir cette carte consulaire il faut remplir encore d'autres conditions, d'autres tracasseries administratives, payer d'autres

"bakchichs".

De l'appareil d'Etat jusqu'à l'employé de l'administration, tout le monde prend sa part dans le butin.

Mais le vol ne s'arrête pas encore là. Le travailleur non-ivoirien, même parfaitement en règle, lorsqu'il présente ses différents papiers et cartes au policier qui le contrôle, s'entend souvent demander : "mais où est carte pour manger". Avoir les papiers en règle ne suffit pas pour décourager les policiers de prélever leur prébende sur le travailleur non-ivoirien.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.